

Carte blanche RTL radio du 11 juillet 2016

Michel Maquil, Président de InFiNe.lu

Version française

Plaidoyer pour l'introduction du droit de vote pour les enfants

L'annonce des résultats du référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a suscité d'innombrables discussions sur les raisons de cette issue pour le moins surprenante.

Beaucoup ont été interpellés par le fait que les jeunes aient voté massivement contre le Brexit. Ainsi, plus de deux tiers des électeurs de moins de 35 ans se sont prononcés en faveur du maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE. Ils ont toutefois été mis en minorité par les électeurs plus âgés.

Le problème, c'est que précisément les jeunes générations souffriront des répercussions à long terme du Brexit, ce qui sera beaucoup moins le cas des électeurs plus âgés. Le vieillissement des populations est à la source de ce problème. En effet, l'âge moyen des électeurs dans nos régions se situe bien au-delà de 50 ans et continue d'augmenter. Les pays européens qui affichent un taux de natalité faible sont particulièrement touchés par cette évolution.

Ici au Luxembourg, on a essayé de faire passer l'âge légal du droit de vote à 16 ans. S'il est vrai que cette mesure aurait été un pas dans la bonne direction, elle n'aurait représenté qu'une goutte d'eau dans l'océan. Pour inverser cette tendance au sein de notre société, il faudrait prendre des mesures bien plus radicales.

C'est dans ce contexte que le laboratoire d'idées libéral helvétique Avenir Suisse s'est exprimé en faveur de l'introduction du droit de vote pour les enfants. Ce droit de vote serait tout de même exercé par les parents ou les représentants légaux des enfants jusqu'à la majorité de ces derniers. Avenir Suisse part du principe que les gens qui ont des enfants sont plus spontanément favorables à la poursuite d'objectifs à long terme que ceux qui n'ont pas de descendance.

Les élus politiques aspirent de manière presque instinctive à défendre prioritairement les intérêts de la majorité de leur électorat. Dans notre société, il s'agit avant tout de la défense d'objectifs à court terme et des fameux droits acquis.

Si nous souhaitons sortir l'Europe de la crise actuelle, nous devons adopter des mesures ambitieuses qui vont bien au-delà des belles paroles. Modifier le droit électoral en introduisant le droit de vote pour les enfants serait une mesure pour le moins radicale, mais elle ne remettrait pas en cause notre système démocratique.

Il existe certainement d'autres voies pour un renouveau démocratique et l'ensemble des laboratoires d'idées doivent s'efforcer de faire des propositions. Nos élus politiques, nos syndicalistes et les dirigeants de l'économie sont tenus de réfléchir à toutes les pistes possibles et doivent avoir le courage de mettre en œuvre des mesures plus fondamentales. Les problèmes de l'Union européenne ne sont pas une fatalité. Ils ont des solutions, mais elles requièrent des politiciens forts et ambitieux, dotés d'une vision.

<http://www.avenir-suisse.ch/fr/58421/la-suisse-sur-la-voie-de-la-gerontocratie/>